

Tribune libre

Après le 7 septembre (Lutte ouvrière)

Le succès incontestable de la journée de grèves et de manifestations du 7 septembre est la démonstration du rejet par la classe ouvrière de la prétendue « réforme » des retraites, comprise et ressentie par tous les concernés comme une attaque inacceptable contre les retraités d'aujourd'hui et de demain, c'est-à-dire contre tous les salariés.

La participation aux manifestations a été partout plus massive que le 24 juin, et les débrayages plus suivis. Les travailleurs des entreprises privées, y compris de petites entreprises, ont été largement présents, ainsi que nombre de jeunes, de chômeurs, de retraités. Il s'agit bien d'un cri d'indignation de l'ensemble du monde du travail contre les mesures sur les retraites et, plus généralement, contre la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Personne ne peut avoir la naïveté de croire que cette journée malgré l'expression claire de la volonté des salariés suffit pour faire reculer le gouvernement. Tout au plus, envisage-t-il la possibilité de se pencher sur ceux qui ont une activité particulièrement pénible. Mais c'est de la poudre aux yeux ! Pour l'écrasante majorité des salariés, prolonger au-delà de soixante ans une activité qui leur est imposée pour gagner leur vie est intolérable.

Alors, la question qui se pose impérativement au lendemain de cette journée est celle de la suite. Si Juppé en 1995 et Villepin en 2006 ont dû reculer, ce n'est pas à la suite d'une seule journée, mais parce que la succession de débrayages, de manifestations, de moments forts, ont témoigné d'un mouvement qui se généralisait et dont ils craignaient de ne pas pouvoir contrôler le développement.

Maintenant que les salariés ont largement répondu présents, les dirigeants des confédérations syndicales sont mis devant leurs responsabilités. Il faut qu'ils annoncent tout de suite quel prolongement ils comptent donner à la journée d'aujourd'hui afin que la réaction légitime du monde du travail puisse se préparer, s'organiser et se généraliser.

Pour Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud